



Archéologie du Proche-Orient, le naufrage de l'éthique

Archaeology in the Near East, the foundering of ethics

Cet article présente un tableau sombre de la situation archéologique en Syrie après plusieurs années de conflit militaire. L'analyse présentée met en évidence le rôle négatif de la Direction Générale des Antiquités et des Musées (DGAM) et en particulier sa subordination aux ordres de la propagande de l'autorité politique du pays.

Nous observons également avec les changements qui ont eu lieu à la tête de cette institution à la fin de 2017, un refus ferme de coopérer avec les spécialistes syriens qui ont émigré au début de la crise,

Les conséquences de cette attitude vont rendre les projets de reconstruction du patrimoine ancien de la Syrie caduque. La DGAM étant l'unique autorité en Syrie après dix années de soulèvement, va engager la « question archéologique syrienne » dans un cycle infernal qui l'amènera vers la ruine et la perte de toutes ses valeurs nobles et particulièrement de l'« archéologie de l'humain ».

Mots clés : Syrie, archéologie, destruction, propagande, musées, trafic des antiquités.

This article offers a bleak view of the desperate situation of Syria's national heritage after from nine years of military conflict. The study describes the negative role of the current archaeological authorities (DGAM), in particular their subordination to the current powers. The study also highlights the changes stemming from the staunch refusal of the DGAM since the end of 2017 to cooperate with qualified Syrian cadres who emigrated at the outset of the crisis which has led to the abandonment of reconstruction projects of ancient Syrian heritage. The DGAM as the sole authority in Syria after ten years of conflict is guiding the "Syrian archaeological question" into an infernal cycle toward a state of shambles and the loss of all its noble values, particularly those of "human archaeology".

Keywords: Syria, archaeology, destruction, propaganda, museums, trafficking.

Introduction

Comme on le savait, depuis maintenant deux décennies, les événements successifs qui se sont déroulés presque partout au Proche-Orient, en Mésopotamie, au Levant et au sud-ouest de la Péninsule Arabique ont entraîné le naufrage de l'éthique archéologique.¹

Il y a d'abord ce cycle infernal qui mène la société à la ruine de sa mémoire et à la perte de toute valeur humaine² et, par là-même, à la désintégration de son héritage millénaire et de ses symboles ancestraux.³

Le bilan est très lourd,⁴ il est marqué par la destruction de sites prestigieux⁵ ou d'édifices uniques.⁶ Cette situation est encore plus tragique quand on évoque le saccage qui a eu lieu dans beaucoup des musées,⁷ le pillage de centaines de sites⁸ et la contrebande de ces antiquités vers les pays voisins, les Émirats du Golfe, l'Europe et l'Amérique du Nord.

Deux décennies ont suffi à détruire l'essentiel de la mémoire collective et à entraîner la disparition de plusieurs symboles de l'antique héritage islamique, gréco-romain et préclassique.

Les bilans dressés par des ONG⁹ montrent l'ampleur de la catastrophe, qui va au-delà du vandalisme et du trafic du patrimoine. Le plus tragique fut l'incapacité de l'autorité locale à développer une politique ferme pour sauver ce qui pourrait être sauvé. Cette dernière était liée souvent aux décisions politiques et à la propagande des régimes en place. Cette autorité a souvent agi sur des coups de tête sans aucune vision archéologique précise, suscitant ainsi un doute sur sa volonté d'agir réellement et efficacement.

L'inexistence de toute détermination à protéger ce patrimoine est le résultat le plus évident de ces décennies de guerres. Plusieurs observateurs des ONG soulignent, tant au niveau des Services des Antiquités de ces pays que dans les groupes de l'opposition, que le désordre a dominé et ils soupçonnent même que les prédateurs des deux camps ont commis de graves erreurs.¹⁰

Archéologie des « infidèles »

En Syrie, cette détresse se double aujourd'hui d'une crise archéologique majeure et de la crainte de l'effondrement de la tradition d'une institution fondée durant les premières heures de l'indépendance.¹¹

1. Pour une présentation objective de l'état de l'archéologie dans cette région avant le printemps arabe, cf. Huot 2008.

2. Cf. à ce propos, Al-Maqdissi 2016.

3. Cf. pour le désastre au Proche-Orient les articles publiés dans Al-Maqdissi et Ishaq 2016.

4. Pour un point de vue sur la situation de l'archéologie en Syrie durant de désastre actuel, cf. Matthiae 2018.

5. Je cite à titre d'exemple : Hatra, Palmyre, Ninive, Mossoul, Sanaa, Doura Europos.

6. Le sanctuaire de Bél à Palmyre, la mosquée des Omeyyades à Alep, la mosquée al-Nouri à Mossoul, les vestiges et les sculptures de la période néo-assyrienne en Assyrie et bien d'autres.

7. Bagdad, Mossoul, Raqqa, Palmyre...

8. Apamée, Tell Hariri/Mari, Niffar/Nippur, Tell Senkerah/Larsa...

9. D'une manière générale, cf. Ali 2013.

10. *Ibid.*

11. Pour le contexte historique de la création de la DGAM, cf. Al-Maqdissi et Ishaq 2014.

Ces signes d'effondrement sont apparus dès le début de la guerre civile en 2011,¹² mais ils se renforcent dès la fin de 2017 avec les changements survenus à la DGAM. A partir de cette date triomphe l'« archéologie de la décadence ».

Les prédateurs actuels de la DGAM ne cessent de mettre en péril la « question archéologique syrienne » en faisant une guerre féroce aux cadres émigrés hors du pays, échappant à la répression morale appliquée contre leur action archéologique.

Ils ont même poussé de nombreux membres fidèles à leur doctrine à cibler par une campagne de diffamation ces « infidèles » en les accusant de trahison, de collaboration avec l'opposition et même de trafic d'antiquités.¹³

Ce refus d'accepter l'autre est un acte qui s'intègre dans la politique actuelle du pays où la grande épuration¹⁴ apparaît comme un miroir de l'« archéologie de la terreur ». Ainsi, les archéologues du régime sont mis en valeur et ceux de l'autre camp sont occultés et diffamés.

Cette archéologie n'est pas faite seulement pour se débarrasser de toutes les initiatives en faveur de la sauvegarde du patrimoine, mais pour s'attaquer à toute forme d'espoir et de cohérence de notre discipline.

Ne mâchons pas nos mots, cette direction applique une « archéologie du racisme », elle exprime un dogme haineux, suivi d'actes surnois dans une spirale de violence.

Dans ce contexte, les archéologues d'hier sont désignés comme des « infidèles » et même comme des « traîtres ». Ils sont accusés d'avoir abandonné la cause archéologique et pactisé avec l'adversaire, qui est tout simplement les institutions scientifiques de l'Occident.

« Archéologie » égale « propagande »

L'archéologie syrienne de ces dernières années a été chargée de réhabiliter le patrimoine du pays. Or, outre l'inauguration des projets de restauration des monuments détruits par la guerre sans aucun fondement scientifique, nous assistons dans les médias locaux à un feuilleton de propagande visant à rassurer l'opinion internationale sur la capacité de la DGAM à organiser la protection du patrimoine durant la phase du post- conflit.¹⁵

Dans ce contexte, une propagande a tenté, dans une rythmique de fanfare archéologique, de mettre un terme à l'action des archéologues en exil. Ils les ont attaqués en justice, visant ainsi à exercer une

12. Cf. une première réflexion après la première année du soulèvement : Al-Maqdissi 2012.

13. Le vrai problème est le suivant : cette institution accuse ces archéologues d'avoir une attitude hostile. Elle leur reproche de créer des plateformes et des ONG destinées à défendre pourtant, sans censure et avec objectivité la « cause archéologique syrienne ».

14. Soi-disant patriotiques.

15. Pour donner des exemples de cette propagande, cf. récemment Nara 2018 : p. 6, 8, 10-11. Pour une présentation scientifique pluridisciplinaire de la période post-conflit, cf. les articles concernant la ville de Mossoul publiés dans Plebani 2017. Pour la Syrie, cf. Soufane 2018.

pression extrême afin d'annihiler leur esprit critique. En fait, cette soumission de l'archéologie à une censure est destinée à cacher la réalité de l'effondrement dramatique de l'archéologie officielle.

Tout cela a été mis en place pour masquer les véritables intentions de la DGAM et son refus de mener une archéologie de cohérence nationale, capable de conduire le pays sur le chemin de l'action scientifique de l'« archéologie de valeur ».

Pour servir cette propagande, la DGAM n'a reculé devant aucune falsification de la réalité, en quête d'une pseudo-légitimité qui ne débouchera que sur une monstruosité avérée.¹⁶

Comme nous l'avons déjà noté, pour ces prédateurs, la combinaison de l'archéologie de la propagande avec la destruction systématique de l'héritage des pionniers va créer un environnement où tout deviendra faisable : les normes de protection du patrimoine seront suspendues, la direction appliquera une politique discriminatoire où il y aura « nous » et « eux ».

Compte tenu de cette situation, l'actuelle attitude balaye la dignité et l'égalité des droits dans un génocide archéologique programmé.

Pour enfoncer le clou, l'ampleur de la propagande et du verrouillage imposés à l'archéologie depuis trois ans ont pratiquement étouffé toute action normale. Tout le monde se contente d'écouter un discours banal basé sur des mensonges.

A ce volet d'« archéologie répressive », la DGAM ajoute une politique qui consiste à créer une atmosphère de crainte. Pour cette direction, dramatiser n'est qu'un acte de l'« archéologie de propagande ».

Fouilles au service des promoteurs

En l'espace de trois ans, plusieurs sociétés de promoteurs liées au régime ont tenté de profiter de la situation du pays pour monter des projets dans les zones où se trouvent des monuments ou des sites archéologiques soumis normalement au régime des antiquités.

Ces bailleurs de fonds font pression sur la DGAM afin d'obtenir l'approbation de projets spéciaux. Ainsi les services des antiquités dans des villes comme Damas, Alep et même Homs¹⁷ seront incités à abandonner le caractère archéologique de nombreux bâtiments afin de céder les terrains à ces projets, ce qui constitue une violation explicite du droit applicable aux antiquités.¹⁸

Cette situation s'observe également dans des sites localisés dans des zones touristiques de la côte mé-

diterranéenne, particulièrement dans toute la région qui se trouve au sud de la ville de Tartous jusqu'à la façade maritime de la plaine du Akkar.

Cette « archéologie du désastre » menée par la DGAM nous incite à remettre sérieusement en question les intentions sous-jacentes de ces abus. Certes, ces entrepreneurs, liés au pouvoir politique, ont financé généreusement des actions de fouilles,¹⁹ mais ce n'est un secret pour personne que leur objectif n'est que de libérer le terrain archéologique pour faire passer leurs projets.

Ce qui se passe en ce moment révèle deux choses importantes : d'abord, une « archéologie de la peur »²⁰ et ensuite une attitude de faiblesse et de soumission au pouvoir politique.

Ainsi ces responsables de la DGAM sont-ils devenus maîtres dans l'art d'instrumentaliser la « question archéologique syrienne » pour servir les hommes liés au pouvoir politique

Musées et trafic des antiquités

La fouille illicite et le trafic des antiquités étaient un phénomène courant dans diverses régions de la Syrie avant les événements actuels. Les trafiquants organisaient leurs actions souvent en coopération avec l'armée et les autorités sécuritaires du régime.²¹

Ce fait s'est amplifié avec la guerre de ces dernières années.²² La Syrie est devenue l'un des plus importants pays du trafic des antiquités. Le régime et l'opposition ont joué un rôle direct dans l'aggravation de cette situation. De même, la Turquie et les pays limitrophes ont servi de base arrière pour exporter ces antiquités dans de nombreux pays comme la Suisse, les Etats Unis et les Émirats du Golfe.²³

Ce phénomène prend une dimension catastrophique depuis que nous savons que l'institution dont le rôle était de s'occuper de la protection, de l'inventaire et de la collecte de toutes les données relatives à ces abus, n'a pas eu une perception claire ni mené une politique sérieuse pour s'occuper de ce drame.²⁴

19. Je pense ici particulièrement au site phénicien d'Amrith et plus récemment à Ras Ibn Hani. Pour ce dernier site, les informations disponibles confirment que la DGAM mène des fouilles pour le compte d'un entrepreneur de la région, dans le but de réduire la zone archéologique enregistrée et de permettre la mise en place de projets de reconstruction modernes.

Cette région, située au cœur du royaume ougaritique, a eu une importance exceptionnelle à l'âge du Bronze et aux époques classiques. Il n'est pas permis de la déclasser au nom de projets inutiles maintenant et à l'avenir.

20. Cf. à ce propos, Al-Maqdissi 2015.

21. Cf. à ce propos, Ali et Al-Maqdissi 2016.

22. Cf. particulièrement Brodiea et Sabrine 2018.

23. Dans le cadre de l'« archéologie de l'insolence », le Musée d'art islamique de Doha a organisé récemment une exposition sur les antiquités syriennes (22 novembre 2018-30 avril 2019). Il aurait été préférable que cet émirat soit tenu à l'écart de ce travail, quand on sait que c'est l'un des pays qui a financé la guerre en Syrie et qui a participé activement au trafic des antiquités, cf. dans le catalogue l'hypocrisie de l'avant-propos, de la préface et de l'introduction dans Abdellatif, Gonnella et Kohlmeyer 2018 : p. 11-15.

24. Ainsi, au cours des dernières années du soulèvement, nous n'avons remarqué aucune volonté d'appliquer la Convention de l'UNESCO - Paris 1970 ou aucune idée sérieuse de faire des statistiques sur les objets volés ou sortis illégalement du pays.



« Alepponica » de Vasco Gargalo, dessinateur portugais, qui s'est approprié le célèbre tableau de Pablo Picasso pour dénoncer les horreurs du conflit syrien : nous pouvons attester à travers ce dessin la désintégration de la société et la ruine des valeurs ancestrales de la Syrie (d'après *Le Monde*, 7-8 juillet 2019).

Ce travail, qui aurait dû être fait en étroite collaboration avec tous les spécialistes syriens et non syriens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, s'est limité à des tentatives timides.²⁵ Malheureusement, la position de rejet de la DGAM de toute collaboration a perturbé tous les espoirs. Bien au contraire, cette même direction a eu parfois des positions étranges en défendant les trafiquants et particulièrement ceux qui sont liés au régime.²⁶

Conclusion

Cette attitude méprisante est loin d'être arrivée à son terme. Actuellement, l'action archéologique de la DGAM²⁷ est liée étroitement à l'état désastreux du pays après dix années de soulèvement où « la société, l'être humain, l'éducation et, consécutivement, la pensée ont été réduits à néant ».²⁸ Je dirai même « c'est un pays sans culture »,²⁹ loin de toutes les valeurs de l'« archéologie de l'éthique ».³⁰

Nous avons bien remarqué l'impossibilité de penser le « Soi » sans respecter l'existence de l'« Autre ». Le rejet de ce principe de base appliqué par la DGAM

25. Ces travaux menés par la DGAM n'avaient pas les moyens scientifiques de continuer, surtout pour atteindre des résultats conséquents.

26. C'est le cas du directeur du Musée NABU à Ras Shaqqa (Herri/Liban) qui a violé le cadre juridique des deux conventions (La Haye 1954 et UNESCO - Paris 1970) et de deux résolutions n^{os} 2199 et 2347, adoptées respectivement en 2015 et 2017 par le Conseil de sécurité des Nations Unies en faveur de l'interdiction du commerce des antiquités et pour la protection du patrimoine archéologique.

27. Pour une présentation objective de l'action de la DGAM durant la période de 2012 jusqu'au 2017, cf. Abdulkarim 2020.

28. Entretien avec Antoine Maqdissi, cf. Naïm 2003.

29. *Ibid.*

30. Cf. en particulier, Michel 2019.

n'est que la destruction systématique de l'« archéologie du vivre ensemble ».

Les conséquences de cette attitude vont rendre caduque la reconstruction de l'héritage millénaire de la Syrie. La DGAM comme unique autorité en Syrie après dix années de soulèvement, va entraîner la « question archéologique syrienne » dans un cycle infernal qui l'amènera vers la ruine et la perte de toutes ses valeurs nobles et particulièrement de l'« archéologie de l'humain ».

De même, cette volonté de se présenter comme l'unique autorité archéologique sur le terrain n'est rien d'autre qu'un sentiment de faiblesse dû à son échec crucial et à la honte de se sentir impuissante à gérer l'archéologie du pays. Cette situation va générer un rejet de l'autre, qui ne sera associé à aucune action susceptible de faire avancer la « question archéologique syrienne ».

C'est la destruction du « vivre ensemble » qui va s'imposer. Le plus grand danger réside dans le fait d'engendrer une archéologie provocatrice qui ouvrira la voie à une « archéologie agressive », avec un ton qui s'exprime violemment à l'égard de tous les défenseurs des valeurs honnêtes de notre discipline.

En ce moment, que pouvons-nous dire de l'état dans lequel est plongé la DGAM ? Nous vous avons légué une institution stable et respectée, vous l'avez réduite en poussière, vous l'avez abandonnée au pillage et à la destruction de ses fondements.

Cette même institution est actuellement privée de toute autonomie scientifique, sans volonté, dépendante, sous la tutelle des institutions étrangères qui soutiennent ses tendances actuelles.³¹ Une institution

31. Je note ici qu'outre les projets russes à Palmyre, de nombreux pays de l'Europe de l'Est exploitent la situation à la suite du boycott des institutions scientifiques occidentales,

dominée par la discrimination communautaire et minée par la décomposition morale.

Pour être plus clair, quel que soit l'état dérisoire de notre archéologie, il y aura une Direction avant novembre 2017 et une autre après. Lorsque la guerre civile a éclaté, la direction était peut-être dans une position de faiblesse pour défendre son existence, mais après 2017 cette direction s'est sentie victorieuse et elle est devenue agressive, arrogante. Elle a abandonné la morale au profit de l'« archéologie de la décadence » afin de discréditer nos coutumes et de saper toutes les réalisations des prédécesseurs.

Bref, une institution sans âme, terrorisée, loin de toute tradition morale, une institution qui respire le naufrage archéologique total de l'éthique.

Nous vivons un moment crucial de notre existence, une crise archéologique majeure de la morale. Le moment n'est plus aux bricolages et aux discours de propagande destinés à tromper les donateurs³² pour espérer ajourner le désastre. Le moment est venu de commencer à construire une véritable action « post-conflit » à laquelle tous les archéologues syriens, sans exception, auront le droit de participer.

« *Wir schaffen das !* »

Post-scriptum

Durant la période qui s'est écoulée entre la rédaction de cette contribution et les propositions de corrections de l'éditeur, certains développements importants se sont déroulés.

D'abord,

Une « Table Ronde » a été organisée au Liban du 29 au 31 octobre 2019, sous l'égide du Musée NABU (cf. *infra* la note n° 26) intitulée « Defending and Exhibiting Diversity in Syrian Museums » afin de débattre de la question des musées syriens après les premières années de la guerre civile.

La plupart des cercles archéologiques savent que la tenue de cette « Table Ronde » dans les locaux

pour établir une présence sous le prétexte de fournir une assistance scientifique et des bourses d'études aux personnes qui ont montré leur loyauté à l'égard de l'approche actuelle de cette direction.

32. Il s'agit des pays riches (Etats Unis, Europe occidentale et Japon). Notons à ce propos que, malgré les voix qui montrent que les démarches actuelles de ces pays pour la sauvegarde du patrimoine archéologique en Syrie sont dans l'impasse (Kyrill Nikitine insiste en 2016 sur le fait que « contrairement aux périodes des conflits afghans et irakiens, le cas syrien implique de nouveaux réseaux et de nouvelles méthodes », nous assistons malheureusement à des rencontres organisées par des institutions prestigieuses (Archaeological Institute of Kashihara, Nara Prefecture, DAI/Berlin, AIBL/Paris, USJ/Beyrouth...), qui ne comportent que des discours théoriques, loin de la réalité, dans un contexte purement politique, cf. à ce propos les colloques organisés à Nara Prefecture (11-14 juillet 2017) : « Saving the Syrian Cultural Heritage for the Next Generation, Palmyra a Message from Nara » ; à Berlin (8-9 octobre 2018) : « Das kulturelle Erbe in der Krise-Prävention, Schutz und Post-Desaster-Rehabilitation » ; et à Beyrouth (7 octobre 2019) : « Sciences et technologies au service des patrimoines en Méditerranée orientale ».

du Musée NABU à Ras Shaqqa (Liban Nord) et le discours d'accueil de son directeur posent une grande interrogation.

En effet, ce musée privé regroupe dans ses collections des antiquités sorties illicitement de la Syrie et de l'Iraq,³³ et son directeur est connu pour ses actions incompréhensibles dans ces pays.

Bien que les participants n'aient pas pu se rendre à Ras Shaqqa à cause des manifestations et du blocage des routes au Liban, la mention du nom du musée et de son directeur dans le programme fait de cette rencontre une atteinte directe à l'éthique de notre discipline.

Ce qui s'est passé lors de cette réunion n'est rien de plus qu'une reconnaissance explicite de la part de la Direction Générale des Antiquités et des Musées de Syrie de la légitimité de la collection de ce musée et de la reconnaissance de la personne de son directeur.

L'organisation de cette « Table Ronde » est un précédent inquiétant, car elle se déroule sous le couvert de la Direction et en même temps elle est soutenue par un ministère allemand³⁴ et par deux prestigieuses institutions universitaires à Berlin et à Heidelberg !

Ensuite,

Des informations provenant de Damas indiquent que la DGAM est en train d'accorder des permis de fouilles pour des institutions étrangères proches du régime sans tenir compte de l'éthique de notre discipline.

Ces institutions appartenant aux pays d'Europe orientale (Hongrie, Tchéquie, Pologne), profitent de l'absence de la majorité des institutions scientifiques occidentales pour s'implanter dans le pays.³⁵

Ce travail en soi n'est pas surprenant, mais ce qui est étonnant c'est qu'il se fait dans des régions et des sites qui se rattachent scientifiquement à d'autres institutions.

Pour être plus clair, ces institutions ont demandé à travailler dans des sites où travaillaient avant 2011 des missions nationales et étrangères. Comportement qui s'écarte de ce qui est éthique dans notre discipline car ces missions ont des droits scientifiques et moraux.

Ce qui est encore plus préoccupant, c'est que ces fouilles ne sont pas nécessaires pendant cette période, elles peuvent attendre.³⁶ Le plus urgent pour le moment n'est rien d'autre que la mise en application

33. Violation explicite de deux conventions : La Haye 1954 et UNESCO - Paris 1970.

34. Federal Ministry of Education and Research.

35. Je cite les projets à Tell Shamiyat ('Ain el-'Arab), Krak des Chevaliers, à Palmyre et bientôt par des italiens à 'Amrith sur la côte et à Tell al-Salihyeh (Tell Firzat) dans la région de Damas.

36. La même erreur d'orientation se retrouvera cette fois dans le discours du Directeur Général lors de la réouverture du Musée d'Alep et la rencontre organisée à cette occasion (Alep, passé - présent - futur) le 25 octobre 2019. Il précise à ce propos « que grâce au travail réalisé par notre armée, vous pourrez bientôt [les directeurs des missions présents], si Dieu le veut, retourner sur vos sites archéologiques pour poursuivre vos projets scientifiques dans l'investigation et la fouille des antiquités syriennes », informations postées dans le site de la DGAM le 26 octobre 2019.

d'une politique de protection et de restauration des sites et des monuments affectés par la guerre civile.

Enfin,

L'événement tragique qui s'est produit récemment à Palmyre (7 VII 2020) dans un tombeau de la nécropole sud-ouest relève d'une situation très grave. Le contexte douteux et les circonstances dans lesquelles ce travail a eu lieu nous échappent complètement.

Par contre, les photographies disponibles dans les réseaux sociaux (23 VIII 2020) apportent incontestablement une image fidèle de la confusion que connaît actuellement la DGAM en Syrie.

L'utilisation d'un engin lourd afin de pelleter l'énorme vantail en pierre appartenant probablement à une porte latérale, va causer la destruction d'un témoin précieux.

Le plus étonnant, c'est que ce travail est réalisé en présence des militaires ou des milices (d'ailleurs la zone où se trouve le tombeau est interdite aux inspecteurs des antiquités) ce qui laisse à penser qu'il a été fait à leur demande !

La gravité de cette situation consiste dans le fait que ceux qui ont planifié et exécuté ce travail ne sont que ceux qui ont participé, à la fin de 2019, à des réunions (en Suisse et à l'UNESCO) pour discuter des moyens de démarrer la phase du post conflit à Palmyre même.

Ainsi, cette action dramatique n'est pas seulement le résultat de la faiblesse de la DGAM face au manu militari mais l'incapacité du personnel travaillant dans cette institution à mettre en œuvre un minimum de travaux archéologiques corrects et utiles durant cette période délicate.

Addendum

Nous espérons que le nouveau Directeur général des antiquités et des musées, nommé le 18 novembre 2020 à Damas, pourra restaurer les traditions nobles de cette institution et rétablir des relations

de confiance avec les organisations internationales et intergouvernementales et particulièrement avec le monde scientifique (institutions, centres de recherche, missions archéologiques...).

Nous souhaitons également qu'il procède à une épuration de l'équipe corrompue qui est autour de lui et qu'il fasse en sorte qu'accèdent aux postes-clés des professionnels honnêtes issus de la même tradition établie par les premiers pionniers-fondateurs. Leur action devrait commencer par l'établissement d'une feuille de route des réformes de l'ensemble des directions et des sous-directions de la DGAM.

Enfin, nous souhaitons qu'il mette en œuvre une politique claire capable de sauver la réputation de cette institution :

—Appliquer l'éthique de notre discipline dans toutes les domaines de l'archéologie (recherche aussi bien qu'administration).

—Sauvegarder les sites et les monuments historiques touchés durant les dernières années, que ce soit dans les régions dévastées par la guerre (Alep, Palmyre, Apamée...) ou dans les zones épargnées par le conflit (Amrith, Ras Ibn Hani...).

—Rétablir les liens de confiance avec les institutions et les missions étrangères, loin de l'attitude de propagande, de chantage, de pression ou de copinage.

—Créer en interne un climat de bonnes relations fondées sur la sincérité et regrouper l'ensemble des archéologues et chercheurs syriens dans un cadre qui leur permette de faire progresser ensemble la reconstruction de l'héritage ancestral durant la période du post-conflit.

Michel Al-Maqdissi
Musée du Louvre

Data de recepció: 31/10/2019

Data d'acceptació: 27/12/2019

Bibliographie

- ABDELLATIF, R., GONNELLA, J. et KOHLMAYER, K. (2018). *Syrian Matters*. Silvana Editoriale, Museum of Islamic Art. Doha-Milano.
- ABDULKARIM, M. (2020). « La protection du patrimoine culturel syrien entre 2012 et 2017 ». *Patrimoines*, 15: 33-37.
- ALI, C. (2013). « Syrie, un patrimoine en otage et sans protection ». *Archéologia*, 515: 42-55.
- ALI, C. et AL-MAQDISSI, M. (2016). « Trafic des antiquités en Syrie, réalité et propagande ». *Archéologia*, 542: 36-43.
- AL-MAQDISSI, M. (2012). *Archéologie et humanisme, essais syriens*. Editions Questions. Damas.
- AL-MAQDISSI, M. (2015). « Amrit, où l'archéologie de la peur ». *Archéologia*: 38-39.
- AL-MAQDISSI, M. (2016). « De la destruction de vivre ensemble », *Follows* (Réseau français des instituts d'études avancées), 1: 1-2.
- AL-MAQDISSI, M. et ISHAQ, E. (2014). « Archéologie syrienne, et premières lueurs de l'aube ». *Perspectives* (Réseau français des instituts d'études avancées), 11: 9-10.
- AL-MAQDISSI, M. et ISHAQ, E. (éd.) (2016). *La Syrie et le désastre archéologique du Proche-Orient*. « Palmyre, cité martyre ». Beiteddine, Art Festival. Beyrouth.
- AL-SABOUNNI, M. (2016). *Dans les ruines de Homs, Journal d'une architecte syrienne*. Parenthèses. Paris.
- BAIRD, J. A. et KAMASH, Z. (éd.) (2019). « Remembering Roman Syria ». Numéro spécial du *Bulletin of the Institute of Classical Studies*, 62/1.
- BERGSTEIN, M. (2016). « Palmyra and Palmyra, Look on These Stones, Ye Mighty, and Despair ». *Journal of Humanities and the Classics*, 24/2 (Fall 2016): 13-38.
- BRODIEA, N. and SABRINE, I. (2018). « The Illegal Excavation and Trade of Syrian Cultural Objects, A View from the Ground ». *Journal of Field Archaeology*, 43/1: 74-84.
- EISENLOHR, M. (2017). *Images de Syrie, Palmyre, Alep, Damas*. Actes Sud. Paris.
- HUOT, J.-L. (2018). « L'archéologie dans le monde musulman ». *L'avenir du passé, modernité de l'archéologie*, J.-P. Demoule et B. Stiegler (sous la direction). La Découverte. Paris: 183-195.
- MATTHIAE, P. (2018). « L'avenir du patrimoine de Syrie et le souvenir d'un passé perdu ». *Akkadica*, 139: 73-81.
- MICHEL, C. (2019). « Réflexions éthiques relatives à l'étude du Proche-Orient antique ». *Revue Canadienne de Bioéthique*, 2/3: 138-145.
- MIÑANO, L. (2016). *Le sacrifice de Palmyre, une enquête inédite au cœur de l'horreur syrienne*. Grasset. Paris.
- NAÏM, M. (2003). « Le dilemme des intellectuels syriens ». *Le Monde*, 14 février 2003.
- NARA (2018). *Proceedings and Report of the Conference « Saving the Syrian Cultural Heritage for the Next Generation, Palmyra, a Message from Nara »*, July 11-14, 2017. Friendship Project. Archeological Institute of Kashihara. Nara Prefecture.
- NIKITINE, K. (2016). « Patrimoine syrien, l'impuissance internationale ». *Revue des Deux Mondes*, article posté le 16 novembre 2016.
- PLEBANI, A. (éd.) (2017) : *After Mosul, Re-Inventing Iraq*. Ledizioni LediPublishing. Milano.
- SOUFAN, A. (2018). « Reconstruction of Syrian Heritage Rethinking the Past and the Future ». *World Heritage*, 86: 30-37.

Conventions internationales

La Haye (1954). *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé*.

UNESCO - Paris (1970). *Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels*.

